REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 19 au 25 avril 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Le Ministre Ferrari s'entretien avec le SG de la COI sur le plan de développement stratégique de la COI
- Le Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme Sylvestre Radegonde reçoit le Secrétaire général de la COI

1.2 Coopération militaire.....6
- Mission JEANNE D'ARC : participation à l'exercice PAPANGUE à La Réunion

1.3 Connectivité maritime.....8
- Connectivité maritime- le cap Business OI en appui

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie circulaire.....10
- Journée de la Terre 2022 : Ramano annonce la tenue d'une conférence nationale sur l'économie circulaire

2.2 Coopération : Sécurité maritime.....11
- I ndia and Seychelles seek to strengthen cooperation in maritime security

2.3 Energies renouvelables..... 12
- Jirama Ambatondrazaka : 3 240 panneaux solaires à mettre en place sur 4ha de terrain

2.4 Environnement.....13
- La loi cadre relative à l'Environnement en pleine révision

2.5 Santé.....14
- Health ministry launches new strategic plan

2.6 Transport aérien.....15
- Transport aérien – Ethiopien Air lines revient en grandes pompes

Seychelles NATION

Le Ministre Ferrari s'entretien avec le SG de la COI sur le plan de développement stratégique de la COI



De gauche à droite : Le Secrétaire Général de la COI, M. Vêlayoudom Marimoutou, Madame Gina Bonne, chargée de mission au Secrétariat General de la COI ; et le Ministre Ferrari

Le Ministre de la Pêche et de l'Economie Bleue, M. Jean-François Ferrari a eu une réunion mardi après-midi avec le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI), M. Vêlayoudom Marimoutou, pour discuter du plan de développement stratégique de la COI.
Madame Gina Bonne, chargée de mission au Secrétariat General de la COI, a également assisté à la réunion.
Le plan de développement stratégique qui couvrait la période 2018 à 2021 est arrivé à son terme, alors les nouvelles ambitions stratégiques de la COI doivent être identifiées. Dans la continuité du renforcement de la COI marquée successivement par la Déclaration de Moroni en 2019 et la révision de l'Accord de Victoria en 2020, la COI doit se doter d'un nouveau plan de développement stratégique pour élaborer un cadre de référence pour ses actions. Ce cadre doit traduire l'ambition stratégique de tous les Etats membres. Il fixera les objectifs réalistes et atteignables, identifiera les indicateurs mesurables pour apprécier les résultats et servira de ce fait à la mobilisation des observateurs et partenaires.
Le Secrétaire général de la COI sera donc à l'écoute des ministres et les responsables politiques des Etats membres pour recueillir leur vision de la COI et de la région vers ce nouveau plan de développement stratégique 2022+.
La version finale du plan de développement stratégique sera présentée lors du 37e Conseil des Ministres au début de l'année 2023 ou pendant une session extraordinaire du Conseil sous la présidence malgache où les Etats membres de la COI auront la chance de prendre une décision.

Pendant la rencontre de mardi, le Ministre responsable de la Pêche et de l'Economie Bleue, M. Ferrari, a également parlé de l'importance de l'économie bleue et de la manière dont la COI peut aider les Seychelles à promouvoir ses objectifs stratégiques au sein de la région. De plus, il a déclaré que les Seychelles en tant que pays, voit l'importance de la COI. Le Ministre Ferrari a exprimé son attachement à la COI et vise vers plus de collaboration dans le futur.

Le Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme Sylvestre Radegonde reçoit le Secrétaire général de la COI



Le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien, le Professeur Velayoudom Marimoutou s'est entretenu mardi après-midi avec le Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme, M. Sylvestre Radegonde, à la Maison Quéau de Quinssy.

Le Prof. Marimoutou qui est en visite de travail aux Seychelles est arrivé ce week-end à Mahé et est accompagné par la Chargée de Mission de la COI, Mme Gina Bonne des Seychelles.
Les entretiens ont porté essentiellement sur le nouveau Plan de développement stratégique (PDS) de la COI, l'actuel couvrant la période 2018-2021 étant arrivé à son terme, et de nouvelles ambitions stratégiques devant être définies.

En effet, dans la continuité du renforcement de la COI marqué successivement par la Déclaration de Moroni en 2019 et l'adoption d'un Accord de Victoria Révisé en 2020, à Mahé, la COI doit se doter d'un nouveau PDS pour fixer un cadre de référence à son action, conformément aux ambitions stratégique de ses États membres.
Le nouveau plan fixera donc des objectifs réalistes et réalisables, identifiera des indicateurs mesurables pour évaluer les résultats et servira ainsi à mobiliser les partenaires et les observateurs.

A cette fin, le Secrétariat général de la Commission s'est déjà penché sur les contours thématiques du plan, se basant ainsi sur les décisions des instances, des évolutions du contexte régional et des cadres internationaux auxquels les Etats membres ont souscrit.
On notera qu'avant ses entretiens avec le Ministre Radegonde, le Prof. Marimoutou avait déjà rencontré le Ministre Désigné Jean-François Ferrari pour l'informer du projet d'élaboration d'un nouveau document de référence pour la Commission.

Les deux entretiens ont donc été l'occasion pour les uns et les autres de mesurer la portée politique et stratégique de l'apport des Seychelles qui alimentera le travail technique de co-construction de ce nouveau document de référence.
Étaient présents aux deux rencontres avec le Prof. Marimoutou, outre les deux ministres, M. Jacques Belle, directeur général et Officier permanent de Liaison de la COI, et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-ministre-des-affaires-etrangeres-des-seychelles-recoit-le-secretaire-general-de-la-coi,104013
- https://appablog.wordpress.com/2022/04/21/le-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-tourisme-sylvestre-radegonde-recoit-le-secretaire-general-de-la-coi/

Mission JEANNE D'ARC : participation à l'exercice PAPANGUE à La Réunion

Du 11 avril au 14 avril 2022, le groupe JEANNE D'ARC a participé à l'exercice PAPANGUE sur l'île de La Réunion. Organisé sous l'égide de la Commission pour l'océan Indien (COI) dont la France est membre permanent et mené par les Forces armées dans la zone sud de l'océan indien (FAZSOI), l'exercice PAPANGUE a consisté à conduire une évacuation de ressortissants (RESEVAC) par la voie aéromaritime.



Mission JEANNE D'ARC : participation à l'exercice PAPANGUE à La Réunion - © Marine nationale

Le 11 au matin, l'exercice a débuté par le débarquement de troupes et de véhicules du Sous groupement tactique embarqué (SGTE) par engins amphibies depuis le porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Mistral.* Précédés par l'équipe de reconnaissance de plage, 108 militaires ont réalisé la prise de la plage de La Possession. La manœuvre amphibie réussie, le SGTE est passé sous le commandement du Groupement tactique interarmes - mené par le 2ème Régiment de parachutistes d'infanterie de Marine (2ème RPIMA) – pour l'exercice à terre.
Situé à Bourg-Murat au sud-ouest de l'île, le SGTE a tenu un des trois points de regroupement d'évacuation de ressortissants. Au plus proche de la réalité, des civils ont endossé le rôle de ressortissants recensés par les militaires et pris en charge par les équipes médicales du service de santé des armées avant d'être escortés par une section du 2ème RPIMA et évacués de la zone du point de regroupement. « *La prise en charge des évacués est un élément important de la mission, car leurs témoignages peuvent servir à des fins de renseignement tactique en particulier, sur la position de nos ennemis* » précise le capitaine Matthieu, chef du 3ème RIMa du SGTE.
À la suite de cette étape du RESEVAC menée par le SGTE, le bâtiment de soutien et d'assistance d'outre-mer (BSAOM) *Champlain* a simulé une

évacuation par voie maritime tandis que les avions CASA ont réalisé des vols depuis la base aérienne de Saint-Denis finalisant l'exercice.
Co-organisé par la France, Madagascar, les Seychelles, Maurice et Comores, l'édition 2022 de l'exercice PAPANGUE a également pris en compte la dimension interalliée avec notamment, le rattachement d'unités malgaches, seychelloises et mauricienne aux différentes manœuvres à terre avec le SGTE : « *c'est à ce moment que l'on prend connaissance de l'ampleur de l'exercice* » confie l'adjudant-chef Benoît, adjudant d'unité du 3ème RIMa. Cette coopération à terre avait été précédée par une manœuvre conjointe en mer avec le PHA *Mistral*, la frégate de surveillance (FS) *Nivôse*, le bâtiment de soutien et d'assistance d'outre-mer (BSAOM) *Champlain* et un patrouilleur mauricien.

Ces trois jours d'exercice à La Réunion ont permis au groupe JEANNE D'ARC de s'entraîner dans un environnement interarmées sous la conduite des FAZSOI, point d'appui français en océan Indien. Enfin à travers ses activités en mer et à terre durant l'exercice PAPANGUE, le groupe JEANNE D'ARC a pleinement contribué au renforcement des partenariats avec les pays riverains de l'océan Indien.

Connectivité maritime – Le Cap Business OI en appui



Le port de Tolagnaro figure parmi les PIR de Madagascar.

La plateforme chargée de promouvoir la coopération et le développement économique des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien place parmi ses grandes priorités l'amélioration de la connectivité maritime.

CAP Business Océan Indien est présidée par Joséphine Andriamamonjiarison, qui est également à la tête de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo. La structure qui fonctionne sous le statut d'association estime que la connectivité maritime constitue un enjeu économique majeur, vu son rôle dans la facilitation des échanges et le développement de filières régionales d'avenir.

C'est dans ce cadre qu'elle participe aux travaux du Enhancing Maritime Connectivity Programme (EMCP), projet piloté par la Commission de l'océan Indien (COI). Lors de la dernière réunion des parties prenantes de ce programme, le secteur privé était représenté non seulement par Cap Business OI, mais également par les chambres de commerce et d'industrie qui font partie de son réseau. « Plusieurs idées innovantes sont actuellement à l'étude pour lever les freins qui existent, et ce faisant, faciliter le commerce régional », a-t-on rapporté.

Ainsi, Cap Business OI compte pouvoir apporter davantage sa contribution à l'amélioration de la connectivité maritime grâce au financement de 4,2 millions d'euros qui lui a été accordé dernièrement par l'Agence française de développement (AFD). Cet appui couvrira la mise en œuvre d'une partie des initiatives prévues dans sa feuille de route 2021-2026 qui inclut notamment la création d'un observatoire maritime des frets et de la logistique.Un projet qui nécessite l'implication des grandes compagnies maritimes, telles que MSC, CMA CGM et Maersk, qui contrôlent plus de 90 % du transport maritime régional.

L'objectif, a-t-on soutenu, est de renforcer les capacités humaines et organisationnelles de l'association avec le recrutement d'une équipe permanente. Il s'agit aussi de permettre la mise en œuvre d'activités visant à favoriser l'émergence de « fronts communs » autour des vulnérabilités communes. Il y a également le projet de création de plateformes de dialogue régional public-privé sur différents secteurs et thématiques dont, justement, la connectivité maritime.

Booster une économie de bassin

« Nous voulons accompagner des changements d'ordre structurel, et ainsi encourager l'adoption de modèles de développement plus justes, plus durables et plus résilients dans la région. C'est l'objectif de la stratégie que nous avons présentée dans notre feuille de route », a indiqué Joséphine Andriamamonjiarison. Pour l'AFD, Cap Business OI joue un rôle central pour le pilotage d'une action « commune, convergente, mutualisée pour traiter au niveau supranational les enjeux d'une économie de bassin mieux intégrée, moins dépendante des

grands circuits internationaux, plus attentive aux conditions de vie des populations ».

Madagascar attend beaucoup de ces initiatives visant à améliorer la connectivité maritime régionale. Appelé à devenir le grenier de l'océan Indien et disposant de 17 infrastructures portuaires catégorisées en Ports d'Intérêt National (P IN) et Ports d'Intérêt Régional (PIR), le pays peut contribuer significativement à créer une économie maritime dynamique à même de faire baisser les prix des produits de consommation courante dans la zone COI, tout en boostant le commerce et l'industrie.

À savoir que Cap Business OI est une marque de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI) avec pour objectif de promouvoir la coopération et le développement économique des îles du sud-ouest de l'océan Indien. L'UCCIOI est, pour sa part, une plateforme créée en 2005 lors du premier Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI), à Madagascar. Elle a pour objectif de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique et de contribuer au développement de la zone COI.

Journée de la Terre 2022 : Ramano annonce la tenue d'une conférence nationale sur l'économie circulaire



Le ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, Kavydass Ramano, a annoncé la tenue d'une Conférence nationale sur l'économie circulaire, organisée par son ministère du 11 au 13 mai 2022. C'était lors d'une conférence de presse, organisée en marge des activités marquant le Journée de la Terre 2022. Le thème choisi pour le Jour de la Terre cette année est « Investir dans notre planète.»

L'objectif fixé est d'identifier les enjeux et les opportunités dans divers secteurs économiques pour un changement efficace d'une économie linéaire à une économie circulaire.

Kavy Ramano a souligné que la Conférence sera axé sur sept secteurs/thèmes clés de l'économie, à savoir : le système alimentaire ; le secteur de l'industrie de la construction et de la démolition; le secteur de l'énergie ; le secteur manufacturier, y compris les textiles; le secteur des technologies de l'information et de la communication, y compris les équipements électroniques et électriques ; le secteur des déchets solides ; et le secteur financier.

Il a fait remarquer que des spécialistes locaux, régionaux et internationaux seront présents à la conférence. Les participants comprendront des représentants des secteurs public et privé, des universitaires, des organisations non gouvernementales et de la société civile.

Parlant de la Journée de la Terre, il a souligné que le thème de cette année a été choisi à juste titre, d'autant que les enjeux environnementaux continuent d'augmenter et que leurs conséquences deviennent de plus en plus alarmantes. "De nos jours, a-t-il déclaré, il est de plus en plus évident que les êtres humains consomment bien plus de ressources que la planète ne peut en produire et en entretenir." Cette tendance, a-t-il indiqué contribue à la destruction de nos ressources naturelles et accentue également la dégradation de l'environnement. **Suite de l'article**

I ndia and Seychelles seek to strengthen cooperation in maritime security



President Ramkalawan welcomed Admiral Hari R. Kumar, Chief of the Naval Staff of the Indian Navy and his delegation to State House yesterday

Admiral Hari R. Kumar, Chief of the Naval Staff of the Indian Navy, yesterday morning paid a courtesy call on President Wavel Ramkalawan at State House.

He was accompanied by the High Commissioner of India to Seychelles Gen. Dalbir Singh Suhag, and three other officers from the Indian Naval Forces as well as the chief of the Seychelles Defence Forces, Brigadier Michael Rosette.

After meeting with President Ramkalawan, Admiral Kumar said they talked about the good relations between the Seychelles and Indian armed forces and also about strengthening their cooperation in maritime security. He added that the two countries have been cooperating for years in the maritime field and that strengthening the ties further will increase the benefits for both countries as well as other countries in the region.

Admiral Kumar said the military cooperation between India and Seychelles has resulted in the latter acquiring more patrol vessels for the Seychelles Coast Guard, two Dorniers for the Seychelles Air Wing and capacity building for more than 250 local army personnel. He further said that joint training exercises have allowed both armed forces to share knowledge and experience.

"Cooperation and exercises between our two armed forces have brought a lot of advantages. Most important is the building of trust and trust is something that comes forward after so many years. So this constant interaction has resulted in increasing trust between the two forces and that leads to trust between our two nations," Admiral Kumar said.

Suite d l'article

Jirama Ambatondrazaka : 3 240 panneaux solaires à mettre en place sur 4ha de terrain

La Jirama a lancé les travaux de mise en place d'une centrale solaire à Ambatondrazaka, pour améliorer sa capacité de production d'électricité. Une visite sur terrain s'est tenue la semaine dernière, au cours de laquelle ont été présentés les avantages de l'énergie renouvelable.



Outre les infrastructures routières, actuellement en cours de réalisation sur la RN44, Ambatondrazaka bénéficiera également d'une centrale solaire, qui devrait être opérationnelle avant la fin du mois de juin 2022, selon l'annonce faite par la Jirama. Ce projet – mené en partenariat avec Locapro – permettra à la société d'Etat d'obtenir une production supplémentaire de 1 053 KW, selon les explications. Alors que les besoins journaliers de la population locale atteignent les 2 225 KW, la Jirama produit actuellement 3 000 KW au niveau de sa centrale thermique disposant de 7 groupes. *« Les efforts actuellement faits à Ambatondrazaka s'inscrivent dans le cadre de la réalisation du « velirano » n°02 du président de la République. Nous allons accroître la production à partir des sources d'énergie renouvelable. Pour cette fois, à Ambatondrazaka, nous misons sur le solaire. La mise en place de la centrale solaire est mise en œuvre en collaboration avec l'entreprise Locapro »,* ont indiqué les responsables auprès de la Jirama, suite à une descente sur les lieux avec les représentants de leur ministère de tutelle, la semaine dernière.

Grande envergure. En tout,la Jirama aura une capacité de produire jusqu'à plus de 4 000 KW pour la ville d'Ambatondrazaka et ses environs, une fois que le système photovoltaïque sera mis en place. Selon les promoteurs du projet, les dispositifs à installer sont issus de nouvelles technologies et permettront de réduire considérablement la consommation d'énergie fossile, pour la production d'électricité. **Suite de l'article**

La loi cadre relative à l'Environnement en pleine révision

25/04/2022 Mmagaza



©: HZK-LGDC

Depuis vendredi dernier le ministère de l'environnement avec l'appui du PNUD organise un atelier de validation nationale des textes portant sur la Loi Cadre sur l'Environnement (LCE) révisée et ses textes d'application, les textes d'application de la loi relative aux sachets plastiques, ceux de la loi forestière, ainsi que ceux relatifs à une proposition de réforme institutionnelle du ministère de l'environnement.

De l'avis des experts, la version initiale de 1994 est inadaptée et nécessite une révision devant intégrer les nouveaux enjeux consécutifs aux évolutions du cadre légal et réglementaire post-Rio, incluant la prise en compte des urgences climatiques, les menaces de désertification, la perte des ressources de la biodiversité et d'autres nouveaux enjeux tels que les ODDs, la prévention et la lutte contre les catastrophes naturelles, la résurgence des pandémies avec des conséquences écologiques avérées. Notons que ces deux organismes ont mis en place le projet d'Appui au Renforcement des capacités de gestion multisectorielle, coordonnée et décentralisée de l'environnement pour atteindre les objectifs des trois conventions de Rio en Union des Comores (Ancar 2).

Dans son allocution le secrétaire général adjoint du ministère M. Ahamada Djoubeire a rappelé que dans le cadre de la mise en œuvre du projet Ancar 2, un des résultats clés de la composante 1 du projet est la réactualisation de la LCE. Dans l'allocution de la Représentante-résidante du PNUD, lue par M. Youssouf Mbéchezi, son assistant, elle a souligné pour les participants que : «cet atelier est donc une opportunité qui vous est offerte aujourd'hui, en vos qualités respectives d'experts sectoriels, pour pouvoir apporter vos contributions en vue de la finalisation de ces instruments juridiques, pour les soumettre ultérieurement à leur validation par le gouvernement et à leur adoption par l'Assemblée nationale ». Par ailleurs, elle a ajouté que « cette nouvelle Loi Cadre de l'Environnement est un continuum de ce grand chantier entamé depuis quatre ans, à travers un appui multiforme du PNUD/GEF pour doter le pays des cadres institutionnels et systémiques requis, pour la gestion

Suite de l'article

Health ministry launches new strategic plan



Minister Vidot and her team during the launch ceremony of the strategic plan (Photo: Thomas Meriton)

The National Health Strategic Plan for the period 2022-2026, the country's blue print to improve the nation's health and health system over the next five years was launched by Health Minister Peggy Vidot in a short ceremony at the Sheikh Khalifa Diagnostic Centre on Thursday.

This was in the presence of principal secretary for health, Dr Bernard Valentin; public health commissioner, Dr Jude Gedeon; chief executive of the Health Care Agency, Dr Danny Louange; chief executive of the National Aids Council, Dr Anne Gabriel; and other senior health managers.

The strategic plan has been prepared and developed by Seychellois health workers following broad consultations with a wide range of other health workers and partners beyond the health ministry. It was approved by the Cabinet of Ministers some two weeks ago.

Minister Vidot hailed the plan as "a well-thought-out document to improve the people's health and wellbeing, with everyone clearly having a major role to play in its implementation and its success."

The National Health Strategic Plan (NHSP) 2022-2026 commits to the national vision for health – the "attainment, by all people living in Seychelles, of the highest level of physical, social, mental and spiritual health and living in harmony with nature."

The vision is supported by six strategic directions: to ensure the ministry's governance and leadership has appropriate structures and processes necessary to successfully steer the health sector; to protect and improve universal health coverage throughout the life course and address priority diseases; to promote and protect health security; to advocate for a conducive environment that supports healthy living, safe and healthy neighbourhoods and improve wellbeing of people; to ensure effective, efficient and sustainable investment in health and the health system; and to build an integrated health information system(HIS), and strengthen efforts to collect , process, report and use of health data. **Suite de l'article**

Transport aérien – Ethiopian Airlines revient en grandes pompes



La reprise des vols d'Ethiopian Airlines a été fêtée avec faste.

La compagnie aérienne éthiopienne reprend ses liaisons entre Antananarivo et Addis Abeba. La baisse des coûts des billets vers l'international est attendue.

CHOSE promise chose due pour la compagnie éthiopienne. Ethiopian Airlines reprend du service après deux ans de suspension pour cause de fermeture des frontières. Le premier vol régulier de samedi dernier avec cent dix passagers, en provenance d'Addis-Abeba a eu droit au « water salute » et accueilli par le ministre des Transports, Rolland Ranja toelina à l'aéroport d'Ivato. Avec la convention entre les autorités malgaches, Ethiopian Airlines, pour commencer, assurera deux vols par semaine, les mardis et les samedis.

Mais à partir du 15 mai, la fréquence évoluera à cinq vols par semaine, les mardis, jeudis, vendredis, samedis et dimanches. La mise à disposition permanente de douaniers malgaches à l'aéroport d'Addis Abeba en Éthiopie comme condition au retour des liaisons entre les deux pays, n'a pas été confirmée de part et d'autre jusqu'ici. Pourtant, il a été annoncé que c'est la condition sine qua none pour reprendre les dessertes car Addis Abeba es t indiquée comme plaque tournante des destinations vers l'Afrique et vers les Émirats Arabes Unis.

En tout cas, la lutte contre les trafics de ressources naturelles au départ de Madagascar, empruntant notamment le transport aérien n'a plus été remise sur le tapis dans le brouhaha des pressions pour l'ouverture totale des frontières à toutes les compagnies aériennes. Et dans tous les cas, pour les opérateurs touristiques, les voyageurs et les fonctionnaires locaux et internationaux, la reprise d'Ethiopian Airlines constitue un salut.

Concurrence

Malgré le fait qu'Ethiopian Airlines détienne plus d'avantages que sa sœur Kenya Airways dans les dessertes, la reprise des vols réguliers de Kenya Airways constitue aussi une grande bouffée d'oxygène. Elle reprend la liaison Antananarivo-Nairobi à partir de ce jour avec trois vols hebdomadaires, lundis, mercredis et vendredis.

Suite de l'article